



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 020 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 27 septembre 2016

—
Président

M. Pat Finnigan

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 27 septembre 2016

•(0945)

[Traduction]

Le vice-président (M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC)): Bonjour à tous. J'aimerais commencer nos travaux. Je dois mentionner que c'est un honneur d'assumer aujourd'hui la présidence du Comité pendant que le président est en déplacement avec un autre comité.

Comme vous le savez, notre étude porte sur les animaux génétiquement modifiés destinés à la consommation humaine. Avant de passer à nos témoins, j'aimerais souhaiter la bienvenue à MM. Morrissey et Bratina.

Je souhaite la bienvenue au Comité aux membres substitués qui prendront la parole au nom d'autres membres. J'ai hâte d'entendre vos interventions.

Nous avons une heure, et nous avons seulement des représentants de la Canadian Cattlemen's Association. Nous accordons normalement 10 minutes par organisme, mais je sais que vous avez un exposé. Comme vous êtes deux, au lieu de vous accorder 10 minutes chacun, je vais être indulgent et vous accorder 15 minutes, si cela vous convient, puis nous passerons aux séries de questions des députés.

Nous avons en premier Bryan Thiessen, directeur de la Canadian Cattlemen's Association et président du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie.

Nous accueillons également Andrea Brocklebank, directrice générale du Conseil.

Bienvenue à vous deux.

Bryan, je crois comprendre que vous prendrez la parole en premier.

M. Bryan Thiessen (directeur, Président, Beef Cattle Research Council, Canadian Cattlemen's Association): Bonjour. Merci de nous avoir invités à venir vous parler aujourd'hui. Je m'appelle Bryan Thiessen. Mon père, mon frère et moi exploitons des parcs d'engraissement de bovins en Saskatchewan et en Alberta. Pour élever un veau de sa naissance jusqu'à ce qu'il pèse 1 450 livres, cela prend beaucoup de temps, de plantes fourragères et d'aliments pour animaux, et il faut porter une attention particulière à la santé et au bien-être de l'animal. La transformation d'un bovin gras en boeuf salubre, nutritif et de haute qualité pour les consommateurs est très complexe sur le plan technologique. Il faut sans cesse innover pour arriver à tout faire de la manière la plus économique et la plus efficace possible. Les recherches sont essentielles au maintien de la croissance, de la compétitivité économique et de la durabilité de notre ferme familiale multigénérationnelle.

Je suis directeur à la Canadian Cattlemen's Association et président du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie. M'accompagne aujourd'hui Andrea Brocklebank, directrice générale du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie. Le Conseil

finance la recherche et l'innovation qui contribuent à la compétitivité et à la durabilité de l'industrie bovine canadienne. Nous nous occupons de la grappe scientifique du secteur du boeuf, et nos investissements se concentrent dans six grands domaines: la salubrité des aliments; la qualité du boeuf; la santé et le bien-être des animaux; les céréales à bétail et le rendement alimentaire; les plantes fourragères et la productivité des prairies et la durabilité de l'environnement.

Je vais maintenant demander à Andrea d'expliquer la façon dont les technologies génomiques jouent un rôle important dans chacun de ces domaines.

•(0950)

Mme Andrea Brocklebank (directrice générale, Beef Cattle Research Council, Canadian Cattlemen's Association): Merci.

Les technologies associées aux OGM ont des applications très limitées dans le secteur de l'élevage de bovins pour des raisons que je pourrais vous expliquer plus tard, si vous le souhaitez, mais cela pourrait changer. De récentes percées dans la chirurgie génétique permettent de retirer le gène responsable des cornes chez les vaches laitières. Jusqu'à maintenant, du bétail génétiquement modifié a été créé pour produire des anticorps pour le traitement de l'arthrite rhumatoïde et du rejet de greffe dans le domaine de la médecine humaine plutôt que dans le secteur de la production de boeuf.

Du boeuf provenant de bovins génétiquement modifiés ne devrait pas être disponible de sitôt sur les tablettes des épiceries, mais des travaux évalués par les pairs ont déjà démontré que le boeuf provenant de bovins génétiquement modifiés ne présente aucune différence mesurable sur le plan de la valeur nutritive ou des effets néfastes sur la santé comparativement au boeuf provenant de bovins non génétiquement modifiés. Les bovins de boucherie mangent depuis plusieurs années des aliments génétiquement modifiés. Une étude rétrospective de données concernant plus de 100 milliards de bêtes a conclu que les aliments génétiquement modifiés n'avaient aucun effet néfaste sur la santé des animaux. Aucune trace d'aliments génétiquement modifiés n'a été décelée dans la viande ou le lait.

Les biotechnologies offrent d'excellentes possibilités à l'industrie bovine canadienne. Dans le cas des rappels associés à la salubrité des aliments, elles permettent à l'Agence de la santé publique du Canada et à l'Agence canadienne d'inspection des aliments de repérer rapidement et précisément les bactéries qui ont causé les éclosions de maladies d'origine alimentaire. La comparaison de l'empreinte génétique des échantillons provenant de patients humains à celle des échantillons prélevés dans des usines de transformation et ailleurs permet d'en déterminer plus rapidement la source ou de déterminer, autrement dit, l'endroit et le moment de la première contamination et la manière d'organiser le rappel.

Des chercheurs d'Agriculture Canada en collaboration avec des chercheurs de l'Agence de la santé publique du Canada et d'autres chercheurs canadiens se servent de méthodes similaires pour vérifier si des bactéries ou des gènes résistants aux antimicrobiens passent des fermes aux environnements humains par l'entremise de la nourriture ou de l'eau.

Pour ce qui est de la qualité du boeuf, des chercheurs canadiens ont identifié certains des gènes responsables de la tendreté de la viande. Comme bon nombre d'entre vous le savent en tant que consommateurs, la tendreté est l'une des principales caractéristiques que recherchent les amateurs de boeuf. De telles percées permettront à l'industrie bovine canadienne de tirer profit de la réputation enviable du pays à l'échelle internationale à titre de fournisseur de boeuf salubre de haute qualité.

Nous nous servons également des biotechnologies pour élaborer des outils qui peuvent de manière rapide, précise et rentable diagnostiquer des maladies dans un troupeau en vue d'améliorer la santé et le bien-être des animaux. La diarrhée néonatale chez les veaux est une maladie mortelle qui coûte très cher. La grippe bovine est le problème de santé animale qui coûte le plus cher dans les parcs d'engraissement au Canada. L'un des projets de la grappe scientifique du secteur du boeuf vise à créer des puces à ADN pour le diagnostic de ces deux maladies. De meilleurs diagnostics issus des biotechnologies permettent d'améliorer la santé et le bien-être des animaux, mais ils peuvent également aider les vétérinaires et les éleveurs de bétail à mettre au point des programmes plus adéquats de vaccination préventive et contribuer à nous assurer d'une utilisation plus ciblée des antimicrobiens. Les biotechnologies permettent également de mettre au point plus rapidement des vaccins efficaces pour prévenir des maladies, ce qui permet de réduire les maladies animales, l'utilisation d'antimicrobiens et la résistance aux antimicrobiens.

Les technologies génétiques permettent également de développer plus rapidement de nouvelles variétés de céréales à bétail et de plantes fourragères. C'est important pour notre industrie, étant donné qu'un bovin canadien passe 80 % de sa vie à se nourrir de plantes fourragères. Dans le secteur des parcs d'engraissement, les coûts liés aux aliments pour animaux sont la plus grande variable en ce qui concerne l'engraissement d'un bovin, outre l'acquisition d'un bovin d'engraissement. Toute amélioration ayant trait à la production d'aliments pour animaux que permettent les biotechnologies en vue d'accroître le rendement peut avoir de très grands effets sur notre industrie.

Les récoltes de maïs sont de deux à trois fois plus élevées que les récoltes d'orge, et c'est en partie parce que les biotechnologies sont grandement utilisées dans la sélection du maïs. Un grand nombre d'agriculteurs du centre du Canada et des États-Unis font pousser depuis de nombreuses années du maïs issu des biotechnologies. Monsanto et DuPont Pioneer ont tous les deux investi récemment des sommes colossales dans la sélection du maïs dans l'Ouest canadien.

Nous commençons à voir les biotechnologies faire leur entrée dans la sélection de l'orge. La sélection précise de cultivars porteurs de gènes pour améliorer la qualité et de caractéristiques liées à la résistance aux maladies a permis de faire approuver plus rapidement des variétés. En gros, nous constatons que de nouvelles variétés peuvent entrer sur le marché de 20 à 40 % plus rapidement lorsque nous avons recours aux biotechnologies dans le cadre du processus de sélection. C'est important, étant donné que le manque à gagner des récoltes d'orge par rapport aux récoltes de maïs fait en sorte que le secteur des parcs d'engraissement dans l'Ouest canadien risque

d'avantage de se retrouver dans une situation désavantageuse sur le plan des coûts par rapport aux Américains. Comme nous ne sommes pas sans le savoir, si nous sommes désavantagés sur le plan des coûts par rapport aux Américains, un plus grand nombre de bovins d'engraissement seront transportés de l'autre côté de la frontière, où ils seront engraisés et abattus au lieu de l'être au Canada.

Des chercheurs d'Agriculture Canada en Alberta et au Québec, par l'entremise de la grappe scientifique, collaborent pour déterminer les gènes liés à l'amélioration de la tolérance au froid et de la rusticité hivernale de la luzerne et d'autres plantes fourragères. Lorsqu'ils auront trouvé ces gènes, des méthodes de sélection traditionnelle ou issue des biotechnologies permettront d'intégrer ces caractéristiques dans des lignées de luzerne à fort rendement qui seront un succès commercial.

Les deux approches seraient possibles, mais la méthode issue des biotechnologies est plus rapide, et les producteurs de plantes fourragères et les éleveurs de bétail canadiens en profiteraient aussi plus rapidement.

● (0955)

Enfin, pour ce qui est de la durabilité de l'environnement, un récent article scientifique évalué par les pairs qui découle d'un projet de la grappe scientifique du secteur du boeuf indique que l'empreinte environnementale de l'industrie bovine canadienne diminue. Comparativement à la situation qui prévalait il y a 30 ans, chaque kilogramme de boeuf que nous produisons aujourd'hui nécessite 29 % de moins d'animaux de reproduction, 27 % de moins de bovins de boucherie et 24 % de moins de terres et génère 15 % de moins de gaz à effet de serre.

Vous vous demandez peut-être comment nous y sommes arrivés. De meilleures récoltes de plantes fourragères et d'aliments pour animaux signifient que la même superficie permet d'élever plus de bovins. L'amélioration de la nutrition et de la santé des animaux signifie qu'une plus grande proportion de vaches ont un veau chaque année et que plus de veaux sont sevrés et demeurent en santé durant l'engraissement.

L'amélioration de l'efficacité des aliments pour animaux signifie que le bétail mange moins et que sa croissance est plus rapide, ce qui en retour signifie que les animaux produisent du fumier, boivent de l'eau et génèrent des gaz à effet de serre moins longtemps.

L'amélioration de l'efficacité par l'innovation nous a déjà permis d'avoir des avantages environnementaux très concrets. Nous avons confiance que les récentes percées dans les technologies génomiques nous permettront de continuer de réduire notre empreinte environnementale et d'accroître l'efficacité de notre production.

En ce qui a trait à la sensibilisation de la population au sujet des biotechnologies, une petite minorité bruyante s'opposera à toute technologie, même dans le cas des technologies qui procurent un réel avantage pour la population. C'est vrai pour les OGM, les vaccins et bon nombre d'autres technologies, mais les personnes raisonnables accepteront les opinions éclairées de scientifiques impartiaux.

Le Canada compte d'excellents scientifiques dans les institutions fédérales, provinciales et universitaires, et certains d'entre eux sont d'excellents communicateurs. La population ne sait pas où donner de la tête, parce qu'elle doit actuellement choisir entre l'opinion de gens qui font la promotion des technologies et celle de l'industrie. Nous considérons qu'il serait utile de permettre aux scientifiques du secteur public de communiquer de manière plus ouverte avec les médias et la population au sujet de ces questions et de les y encourager.

Le défi demeure. Pour que les entreprises, les chercheurs, les producteurs agricoles et la société au Canada donnent suite aux biotechnologies, les acceptent et en profitent, l'approbation réglementaire de nouvelles technologies doit se faire dans les meilleurs délais au Canada. Nous sommes un petit marché. Par conséquent, les entreprises nous perçoivent différemment des États-Unis. Si elles remarquent des retards dans nos processus d'approbation comparativement à ce qui se fait aux États-Unis, elles hésiteront. En gros, elles se tourneront vers d'autres marchés.

Nous devons également nous assurer que les nouveaux accords commerciaux se fondent sur des données scientifiques. Il est essentiel d'approuver dans les meilleurs délais la commercialisation de nouveaux produits agricoles issus des technologies pour que l'industrie bovine canadienne demeure concurrentielle à l'échelle mondiale par rapport à ses concurrents internationaux.

Sur ce, je vous remercie de votre temps. Nous serons ravis de répondre à vos questions.

Le vice-président (M. Bev Shipley): Merci à tous les deux de votre exposé.

J'aimerais maintenant céder la parole aux membres du Comité.

Monsieur Anderson, allez-y. Vous avez six minutes.

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens à vous remercier de votre présence et à remercier également nos autres invités. C'est un sujet important.

Un ministre a chargé le Comité de réaliser cette étude. Il nous a envoyé une lettre. Fait intéressant, dans ses instructions à l'intention des députés libéraux en vue de proposer la motion, il a dit que nous devrions essayer de traiter adéquatement l'éventail complet des problèmes potentiels liés à l'approbation des produits impliquant des animaux génétiquement modifiés au-delà de la santé et de la sécurité.

J'en suis reconnaissant. Si nous devons en discuter, avec un peu de chance, nous ne ressasserons pas les nombreux vieux débats sur ces deux enjeux. Je vous remercie de votre exposé et de votre bon travail en la matière.

Vous avez mentionné que le processus d'approbation doit se faire dans les meilleurs délais. Pourriez-vous nous parler un peu du processus d'approbation au Canada, nous dire comment il se compare avec le processus des pays voisins et les changements que le Comité peut recommander d'apporter en vue de rendre le tout plus efficace pour l'industrie bovine?

Mme Andrea Brocklebank: À mon avis, le principal élément du processus d'approbation canadien est qu'il faut avoir des données scientifiques fiables pour nous assurer de la salubrité et de la qualité de nos produits. À titre d'industrie, nous avons aussi intérêt à nous en assurer, parce que la viabilité à long terme repose sur notre succès.

Cependant, nous sommes un petit marché comparativement à un grand nombre d'autres marchés mondiaux dans lesquels les entreprises peuvent investir. Le principal élément, c'est que, si notre processus est très cher et répétitif comparativement aux autres, les entreprises seront peu incitées à investir dans un marché qui est relativement petit par rapport aux autres.

Nous considérons qu'il est notamment très important de continuer d'harmoniser nos processus et de reconnaître le travail qui a déjà été fait, en particulier du côté de nos homologues américains. Nous avons des environnements de production très semblables à bien des égards pour ce qui est de la production de boeuf. Par conséquent, nous devons examiner les recherches scientifiques qui se font aux

États-Unis et repérer les endroits où il y a des différences qui nécessitent des analyses, mais pas d'autres données scientifiques au-delà de ce qui est nécessaire. Nous devons ensuite nous assurer d'avoir les ressources adéquates au sein de notre infrastructure pour offrir un processus d'approbation en temps opportun et ainsi éviter les retards.

Voici un exemple d'une technologie et de ce que nous constatons. Il y a de nouvelles lignées de plantes fourragères qui permettent de prolonger la saison de broutage. Donc, au lieu de devoir nourrir le bétail tout au long de l'année, les producteurs peuvent laisser les animaux brouter plus longtemps. C'est très avantageux pour les agriculteurs de l'Ouest canadien qui vivent des pénuries de main-d'œuvre et qui cherchent des solutions de rechange. Cela donne des pâturages mixtes.

L'une des plantes est le sainfoin, qui contribue à réduire le risque de ballonnement, mais il faut un inoculant pour lui permettre de pousser. Malheureusement, l'utilisation de ces inoculants n'est actuellement pas approuvée au Canada. Les semences développées au Canada sont en fait envoyées aux États-Unis pour être inoculées, puis les producteurs les rapatrient. Lorsque je vois cela, je me dis que ce n'est pas nécessairement la manière la plus efficace de faire pour les entreprises semencières canadiennes, ainsi que les chercheurs canadiens, qui sont honnêtement mécontents du processus.

Les adoptions doivent se faire dans les meilleurs délais, qu'il s'agisse de cette question ou de produits pharmaceutiques vétérinaires, et il ne faut pas que les entreprises privées canadiennes qui cherchent à investir à cette étape se butent à un système trop onéreux.

• (1000)

M. David Anderson: Je crois que c'est une question qui préoccupe tous les producteurs parce que nous avons été témoins du même problème dans d'autres sphères de l'ARLA en ce qui concerne l'approbation de pesticides et d'herbicides au fil des ans, et nous entendons maintenant parler de problèmes relativement aux semences. Que nous suggérez-vous de faire pour améliorer ce processus?

La reconnaissance du travail déjà accompli, c'est quelque chose qui revient sans cesse. Quels changements nous recommandez-vous de proposer relativement à notre approche en la matière?

Mme Andrea Brocklebank: Pour être honnête, je ne m'occupe pas beaucoup du côté réglementaire de la chose. Je m'occupe davantage de la recherche. Selon ce que nous avons entendu, il est très important de vous assurer que l'ACIA a les ressources adéquates pour qu'il n'y ait pas de retards. Nous devons également nous assurer d'adopter une approche vraiment axée sur les risques qui détermine les risques et qui met l'accent sur les résultats à ce stade. Il faut également véritablement reconnaître le travail qui a été fait — en particulier aux États-Unis, parce que leur système de production est semblable au nôtre — et accepter ces travaux au lieu d'en exiger d'autres. Voilà l'aspect qui dérange vraiment les entreprises.

Je crois que ces recommandations ont déjà été formulées par le passé, mais j'encourage le gouvernement à y donner suite et à les intégrer au système. Cela concerne les produits de santé animale, les plantes fourragères, les aliments pour animaux et tous les autres secteurs.

M. David Anderson: Ce sera une autre question sur le processus d'approbation réglementaire, même si vous dites que vous n'êtes pas une spécialiste en la matière. Nos animaux sont régis par la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et par la Loi sur les aliments et drogues, alors les deux ministères à qui cette question incombe sont Environnement et Changement climatique Canada et Santé Canada. Comment croyez-vous que l'industrie bovine pourrait s'arrimer à ces deux ministères et travailler avec eux? Nous, les gens de l'agriculture, percevons parfois comme agricoles certains enjeux qui relèvent en fait de Santé Canada ou d'Environnement Canada. J'aimerais simplement voir s'il nous serait possible de faire des suggestions pour aider l'industrie bovine à travailler avec ces deux ministères.

Mme Andrea Brocklebank: C'est une excellente question. Tout d'abord, je crois que nous avons essayé de prendre une approche différente de celle que nous avons, notamment en matière de recherche. Nous démarrons présentement des projets qui demandent une collaboration entre l'industrie — dans les parcs d'engraissement en particulier — et Agriculture Canada, l'Agence de la santé publique et, parfois même, Environnement Canada. Un exemple de cela serait la résistance aux antimicrobiens. Tous ces intervenants ont des questions à ce sujet. Or, plus tôt on sollicite leur participation, plus ils sont à l'aise avec les résultats de recherche lorsqu'ils sont publiés. C'est une bonne façon de leur faire accepter la science et d'encourager la collaboration entre eux. Le fait que l'on finance maintenant la recherche par l'intermédiaire de grappes scientifiques est un changement fondamental. Nous n'avions pas été en mesure de faire cela jusqu'ici et d'encourager cette collaboration. Je ne saurais trop insister sur le fait que cette façon de faire doit continuer.

Nous avons vu des approbations bloquées. Parfois, une certaine section de l'ACIA avait donné son aval, mais le dossier se retrouvait classifié. Par exemple, une chose a été approuvée par la Section des aliments du bétail, mais a ensuite été classifiée comme aliment nouveau dans un autre contexte.

Nous devons nous assurer que ces ministères parlent des mêmes choses, qu'ils utilisent la même science et qu'ils n'exigent pas une science différente de l'industrie pour répondre, essentiellement, aux mêmes questions.

Le vice-président (M. Bev Shipley): Merci beaucoup, monsieur Anderson.

J'aimerais maintenant donner la parole à M. Longfield, pour six minutes.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Merci, monsieur le président, et soyez le bienvenu à bord. Nous sommes heureux de vous voir prendre le gouvernail de ce navire.

Merci de vos exposés. C'est un sujet complexe que vous avez très bien réussi à résumer. Je vais m'aventurer du côté des questions scientifiques en matière d'OGM, ainsi que de ce qui différencie les OGM et la génomique en général.

Pourriez-vous nous donner des clarifications à ce sujet? Je sais qu'il y a un très petit nombre de personnes qui considèrent tous les OGM comme quelque chose de très mauvais et qui le disent haut et fort. Où dressez-vous la frontière entre les OGM et la génétique?

• (1005)

Mme Andrea Brocklebank: J'ai posé exactement la même question à notre directeur scientifique et il m'a répondu par un courriel qui faisait une page, ce qui peut donner une idée de la complexité du sujet. Mais je pense que c'est l'essence de la discussion.

Je vais vous le présenter de cette façon. On s'est posé des questions sur la viande « à la Frankenstein ». Il n'y a pas beaucoup de façons d'utiliser des OGM sur des bovins. La raison première de cela est l'environnement dans lequel nous travaillons. Si vous sélectionnez un caractère pour améliorer l'engraissement, il se peut que cela ait des effets négatifs sur l'efficacité reproductive. C'est une dynamique complexe. Nous gérons la plupart de ces choses à l'aide de stratégies de gestion. Ce n'est pas comme pour le porc ou la volaille où les animaux sont dans une étable et que vous avez la possibilité de vraiment isoler certains individus. Nous travaillons dans des pâturages, voire dans des parcs d'engraissement. Lorsque nous pensons aux OGM, nous avons souvent l'impression qu'il s'agit d'un super produit dans lequel vous ajoutez des gènes.

Il s'agit de faire progresser la sélection classique. La sélection classique consiste en la sélection de caractères, mais plus lentement. Dans bien des cas, ce que nous faisons avec les OGM ou les modifications génétiques, c'est que nous ajoutons des caractères d'autres plantes ou d'autres animaux et que nous les accélérons.

Je crois que la frontière est franchie lorsque vous ajoutez des caractères d'une autre espèce... Je sais qu'un caractère de l'anguille a été ajouté au saumon. C'est probablement la plus grande séparation que nous pouvons constater: s'agit-il d'une sélection au sein d'une même espèce ou avec l'apport d'une autre espèce?

M. Lloyd Longfield: Formidable. Merci.

Dans votre présentation, vous avez dit que les modifications génétiques produisaient des animaux sans cornes, ce qui évite d'avoir à les décorner. C'est une modification qui s'avère positive pour l'animal et qui permet au producteur de réduire ses coûts. Est-ce là un exemple de la technologie canadienne?

Mme Andrea Brocklebank: Je ne suis pas absolument certaine de l'endroit où cela a été mis au point, mais nous avons fait beaucoup de choses sur le plan génétique relativement à la tendreté et à d'autres aspects, et nous continuons de progresser. Je ne sais pas d'où vient cet exemple « laitier », mais je sais que ces considérations sont énormes pour ce qui est de réduire les préoccupations quant au bien-être des bêtes, et même pour ce qui est de réduire les risques de blessures que courent nos producteurs lorsqu'ils doivent décorner un animal. Ce sont des répercussions positives de taille.

M. Lloyd Longfield: Dans ma circonscription de Guelph, juste au nord d'ici, il y a la société Semex. L'Université de Guelph a fait beaucoup de recherche sur la génétique bovine. Vous avez parlé de l'ACIA et de la classification des produits alimentaires en comparaison d'autres produits. Je crois savoir que l'ACIA a subi des compressions budgétaires au cours de dernières années. Il y a des problèmes aux frontières.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus long au sujet de l'ACIA, du rôle que jouent les scientifiques canadiens qui travaillent pour l'État et de ce que nous pourrions faire pour améliorer notre façon de travailler avec l'industrie? Vous avez parlé de la capacité pour les scientifiques de se faire entendre, et vous avez tout à fait raison: nous devons donner la chance à nos scientifiques de s'exprimer et de nous présenter les enjeux tels qu'ils sont. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Mme Andrea Brocklebank: En ce qui a trait aux scientifiques, il vous faut avant tout savoir qu'une bonne partie de nos recherches se fait avec les scientifiques d'Agriculture Canada — essentiellement, ce sont eux qui dirigent —, en collaboration avec d'autres de l'ACIA ou de l'Agence de la santé publique. Ce sont donc ces scientifiques que je connais le mieux et je peux vous dire que notre pays en compte certains qui sont phénoménaux et qui jouissent d'une réputation internationale. Pour ce qui est de les mobiliser, je crois qu'il y a deux grandes choses à considérer.

Tout d'abord, il faut s'assurer que ce sont de bons communicateurs et qu'ils sont à l'aise avec l'objet de la recherche, ce qui n'est pas le cas de tous les scientifiques. Il faut leur donner des moyens et s'assurer qu'ils ont les compétences pour faire ce qui doit être fait, car ils sont perçus comme étant indépendants, ce qui est d'une importance cruciale.

Deuxièmement, en ce qui concerne la réglementation, l'industrie revendique effectivement certaines choses, mais nous reconnaissons l'importance d'avoir des scientifiques qui sont indépendants de nous lorsqu'il s'agit d'examiner la réglementation gouvernementale. J'estime que c'est important.

En ce qui concerne les ressources, je crois qu'il est important que les processus d'approbation — qui sont en quelque sorte séparés de la science en jeu — reconnaissent les processus scientifiques qui ont été utilisés. Il serait aussi nécessaire que l'on accepte la science pour ce qu'elle est — qu'elle provienne du Canada ou d'ailleurs —, c'est-à-dire comme étant un travail d'une grande crédibilité, surtout que, dans de nombreux cas, ce sont des travaux qui ont été révisés par les pairs.

Pour ce qui est des ressources proprement dites, nous avons vu des retards dans le passé. Je crois que certains se sont produits parce que l'approche préconisée n'était pas nécessairement axée sur les résultats, et que nous avons par conséquent été submergés par un flot ininterrompu de demandes et d'autres choses de ce genre.

M. Lloyd Longfield: Merci.

J'aimerais saisir le rôle que le Canada a joué dans le passé. Vous avez dit que les États-Unis étaient perçus comme un meneur alors que, historiquement, c'est le Canada qui est le chef de file dans ce domaine.

L'Université de Guelph vient de recevoir 77 millions de dollars pour faire du Canada un meneur mondial dans le domaine de l'alimentation. Nos scientifiques et nos producteurs, qui sont d'ailleurs nombreux dans cette pièce — et j'en profite pour souhaiter la bienvenue à tous ceux qui sont venus de la Saskatchewan pour être parmi nous —, sont ici parce qu'ils ont des préoccupations et qu'ils veulent s'assurer que le Canada fera les choses comme il se doit.

Nous sommes un leader à l'échelle internationale. Pouvez-vous nous indiquer ce que nous devrions faire, en tant que gouvernement, pour que le Canada soit perçu comme un leader?

• (1010)

Mme Andrea Brocklebank: Je crois que les plus grands enjeux concernent le financement et la capacité. On s'attend à ce que 30 à 40 % des chercheurs d'Agriculture Canada prennent leur retraite au cours de trois prochaines années. Il ne faut pas croire que ces programmes peuvent être simplement relayés à d'autres. Il faut veiller à ce qu'il y ait une transition et de la formation. Ces recherches représentent parfois les efforts de toute une vie, et c'est un aspect qui préoccupe notre industrie. Il faut veiller à ce que la

relève soit en place au moment où les autres prendront leur retraite afin d'assurer la continuité. Il en va de notre réputation.

Je crois aussi que la programmation pour des choses comme les grappes scientifiques est d'une importance névralgique, mais nous ne pouvons pas souffrir d'interruptions de financement d'un an; il nous faut un financement soutenu. Nous avons mis sur pied des programmes gigantesques qui font des choses phénoménales pour notre industrie et pour la confiance du public. Or, le plus grand tort qu'on peut leur faire, c'est d'avoir des ratés en matière de financement, parce que cela signifie que les scientifiques postdoctoraux et les étudiants vont quitter le navire, et d'autres choses de ce genre.

Le vice-président (M. Bev Shipley): La parole est maintenant à Mme Brosseau.

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Je remercie les témoins de ce matin de leurs déclarations préliminaires au sujet de la présente étude sur les animaux génétiquement modifiés destinés à la consommation humaine.

Je crois que vous avez affirmé assez clairement qu'aucun bovin destiné à la consommation humaine n'est génétiquement modifié. Les porcs, les moutons et les volailles ne sont pas touchés non plus. Pour l'instant, il n'y a que le saumon.

Dans votre exposé, madame Brocklebank, vous avez dit que les tests pratiqués sur un bovin qui mange du fourrage génétiquement modifié ne montrent aucune trace d'OGM. Est-ce la même chose pour les autres animaux?

Mme Andrea Brocklebank: Les études réalisées portaient sur un milliard de bêtes, dont des porcs, des volailles et des agneaux. Il s'agit en fait d'une étude cumulative. En essence, on rapporte que toute cette viande a gardé sa valeur nutritionnelle et ses qualités particulières, et qu'elle ne contenait aucune trace résiduelle du fourrage consommé.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Avec tout ce qui se fait sur le plan de la recherche, du développement et de l'innovation, les choses évoluent très rapidement en agriculture. Croyez-vous qu'il y aura un besoin pour du bovin de boucherie, de l'agneau ou du poulet génétiquement modifié d'ici cinq, dix ou vingt ans? Croyez-vous qu'il y a un avenir pour les mammifères génétiquement modifiés destinés à la consommation humaine?

Mme Andrea Brocklebank: Je pense que ce qu'il importe de retenir, c'est qu'il s'agit d'une situation complexe. La sélection d'un caractère particulier lié à l'efficacité alimentaire — ce que Bryan voudrait voir dans un parc d'engraissement — peut avoir des répercussions sur les capacités reproductives. Du reste, nous travaillons dans des environnements très différents.

Je peux voir la valeur des modifications génétiques et de la sélection de certains caractères pour accélérer les processus d'élevage actuels, mais l'industrie sait pertinemment qu'elle doit être très prudente dans ce domaine. Si nous poussons un caractère particulier dans l'est du Canada, cela peut avoir de graves répercussions sur l'environnement de la production dans l'Ouest canadien, qui est un environnement très différent de celui de l'est.

En fin de compte, nous reconnaissons que notre système de production ne va pas changer de fond en comble. L'industrie canadienne du boeuf a cet avantage que les bêtes passent la majorité de leur temps dans des prairies, quelque chose que les porcs et les poules ne peuvent pas faire et qui est un avantage pour notre industrie. La nature même de cet environnement signifie qu'il n'y a pas un potentiel énorme pour de la viande modifiée génétiquement. La question est plutôt de savoir comment nous nous servirons de la génétique pour améliorer notre système.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Le clonage est-il considéré comme de la modification génétique? Je sais que nous ne faisons pas cela, mais c'est quelque chose qui se fait.

Mme Andrea Brocklebank: De façon générale, le clonage ne fonctionne pas très bien.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Je crois que certaines des questions que mon collègue David a posées sont très importantes: le besoin d'avoir de la rigueur scientifique, d'améliorer les processus d'approbation de la réglementation, d'éliminer les formalités administratives, de ne pas refaire le même travail et de reconnaître le travail qui a déjà été fait. Je pense qu'il est également important de voir ce que fait l'ACIA. Je crois que vous avez mentionné l'importance de veiller à ce que l'ACIA ait des ressources adéquates. Je pense qu'il y aurait lieu de faire un audit pour vérifier si le financement est suffisant et s'il y a assez de gens en place pour faire le travail de façon convenable.

Avez-vous quelque chose à ajouter?

● (1015)

Mme Andrea Brocklebank: Nous évoluons dans un contexte nord-américain, et Bryan peut parler de cela dans l'optique d'un parc d'engraissement. Si ces coûts ne peuvent pas concurrencer ceux des Américains, les bêtes vont s'en aller de l'autre côté de la frontière, soit pour y être engraisées ou abattues.

C'est une préoccupation de taille pour notre industrie. Nous avons présentement des capacités d'engraissement et d'abattage excédentaires, alors le fait de voir fermer l'usine pour des problèmes de ce type est vraiment une préoccupation énorme pour notre industrie: l'impossibilité de faire approuver des produits ou de maintenir notre compétitivité. En fait, il s'agit d'une combinaison de choses: l'accès aux marchés, l'approbation de produits en temps opportun, la main-d'oeuvre et tout le reste.

En outre, la recherche joue un rôle très important pour développer des produits qui nous permettront de maintenir notre compétitivité.

Le vice-président (M. Bev Shipley): Nous allons passer à Mme Lockhart, pour six minutes.

Mme Alaina Lockhart (Fundy Royal, Lib.): Merci de votre présence. Je crois que vous nous donnez de bons renseignements.

Je viens de l'Atlantique, et j'entends souvent les gens de ma circonscription et les agriculteurs dirent qu'ils tentent de faire l'équilibre entre le coût des aliments et la salubrité des produits.

J'ai été encouragée de vous entendre dire que c'était une bonne chose que d'avoir ce genre de discussion publique officielle, car je crois qu'il nous faut effectivement ouvrir ces lignes de communication, qu'il nous faut échanger et faire le pont entre les consommateurs et leurs sources de nourriture afin qu'ils puissent comprendre ce qu'ils consomment.

Au printemps, j'ai eu l'occasion de rencontrer les éleveurs de bovins de l'Atlantique. J'ai été très impressionnée par les gains d'efficacité qu'ils ont portés à mon attention. Pourriez-vous nous

parler un peu des gains d'efficacité qui existent et de l'incidence qu'ils ont sur les coûts de la nourriture dans les provinces de l'Atlantique et dans le Canada en général?

M. Bryan Thiessen: Je vais me servir de l'exemple de la production de maïs aux États-Unis. C'est une innovation formidable. Les rendements ont augmenté considérablement au cours des 20 dernières années.

Dans l'Ouest canadien, notre production céréalière n'a pas connu la même augmentation, surtout parce que le Canada est un petit marché. L'orge est un très petit marché à l'échelle internationale, alors les entreprises n'investissent pas autant dans ces produits que dans le maïs, qui est utilisé à la grandeur du pays. En produisant de plus grandes quantités de maïs, ils ont réduit les coûts de la nourriture destinée aux animaux, ce qui a désavantagé le Canada sur le marché américain. Nous vendons une denrée de l'autre côté de la frontière, une denrée dont le prix est fixé à l'échelle de l'Amérique du Nord. Et c'est ce prix que nous devons concurrencer.

Si l'on se fie à ce qui se passe, l'un des problèmes à long terme pour les producteurs c'est qu'ils ne seront pas concurrentiels sur le plan des coûts, en comparaison de la situation qui prévaut sur le marché américain. Du point de vue du consommateur, je dirais que le recours à ces technologies a permis de maintenir bas le prix du boeuf, ce qui ne serait pas arrivé si nous nous en étions privés. De toute évidence, si nous avions été en mesure de produire du maïs et d'utiliser moins de sols pour nourrir autant d'animaux, nous aurions fait baisser notre coût global de production.

Mme Andrea Brocklebank: Pour ce qui est de mesures proprement dites, nous passons beaucoup de temps à tenter de démontrer la valeur de nos investissements, pas seulement à Agriculture Canada, qui finance les grappes scientifiques, mais aussi aux producteurs, aux fins de validation. Grâce à nos innovations en matière de santé animale et d'autres choses de ce genre, notre plus grande réalisation a été l'amélioration des taux de survie chez les veaux. Nous avons également vu une augmentation des rendements des cultures et la prolongation de la période de pâturage. En effet, les producteurs peuvent parfois faire paître les troupeaux jusqu'en janvier ou en février, ce qui était impensable quand j'étais plus jeune. Il y a eu toutes ces choses, mais les gains quotidiens moyens dans les parcs d'engraissement continuent de diminuer. Tout cela se fait très graduellement par l'intermédiaire d'améliorations à long terme. Il n'y a pas de recette miracle. Il faut poursuivre la recherche novatrice, que ce soit à la ferme ou en travaillant avec les chercheurs. Je crois que c'est ce qui est le plus important. Notre attention ne se porte pas sur une seule recette miracle. Il faut s'intéresser à tous les maillons de la chaîne. Je crois que c'est quelque chose que nous constatons aussi avec certaines des innovations en matière de salubrité des aliments. Nous devons assurer un meilleur suivi de ces choses et isoler ces problèmes très rapidement et de manière expéditive afin d'éviter de nuire à la confiance du public, ce qui est une grande préoccupation pour notre industrie.

Mme Alaina Lockhart: Comme nous le savons, le prix de n'importe quelle denrée est fonction de l'offre et de la demande. Quelles sont les projections pour l'offre et la demande dans votre industrie?

● (1020)

Mme Andrea Brocklebank: C'est une question difficile.

Dans notre industrie, nous exportons jusqu'à 50 % de notre production, et c'est ce que nous voulons faire. Une carcasse de boeuf a 300 composantes, et les Canadiens ne les mangent pas toutes. La valeur que nous en tirons dépend des exportations. Ici, tout le monde veut du boeuf haché et des longes. Si nous sommes en mesure d'exporter le reste, nous nous en tirons bien.

À l'heure actuelle, la demande est complètement dépendante de l'accès au marché. Si nous pouvons bonifier l'accès aux marchés de l'Union européenne ou d'ailleurs, comme ceux du Japon ou de l'Asie, ce sera un énorme coup de pouce pour la viabilité à long terme de nos usines, de nos parcs d'engraissement et de nos éleveurs-naisseur.

En ce qui concerne les classes de production, cela varie. S'il y a une sécheresse, le prix du fourrage grimpe en flèche. Nous savons que notre industrie est aux prises avec ce type de problèmes, mais d'un autre côté, je crois que, de façon générale, nos producteurs sont innovateurs et résilients. Nous devons les appuyer et veiller à ce qu'ils ne soient pas frappés outre mesure par l'augmentation des coûts de la main-d'oeuvre, l'augmentation du prix des intrants et les autres choses de ce genre. C'est ce que nous devons faire. Nous devons leur donner un environnement propice qui leur permettra de composer avec les sécheresses et avec toutes ces fluctuations auxquelles ils doivent faire face de toute manière.

Mme Alaina Lockhart: Formidable.

Dans cette optique, j'aimerais formuler une brève observation. En ce qui concerne les exportations et les attentes des pays où nous souhaitons exporter, je crois que cela fait aussi partie des raisons pour lesquelles il serait important que nous nous penchions sur la réglementation en la matière.

Merci.

Le vice-président (M. Bev Shipley): Merci beaucoup, madame Lockhart.

Nous allons passer à M. Drouin, pour six minutes.

M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je tiens à vous remercier d'être venus aujourd'hui. Je vous sais gré de passer du temps avec le Comité pour nous informer et nous renseigner. En fait, il s'agit de notre première réunion concernant les OGM. Je suis d'accord avec vous en ce qui concerne l'éducation adéquate. Je pense qu'il manque d'études fondées sur des données probantes et scientifiques au Canada. La minorité parle fort, mais nous devons nous assurer de donner les renseignements exacts. Je sais qu'il n'y a pas longtemps, le Canada a rétabli entièrement ses exportations de boeuf au Mexique et qu'il a recommencé à exporter à Taiwan. Je sais aussi que nous avons récemment élargi l'accès de la Chine au boeuf.

Vous avez parlé de compétitivité et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés. Dans quelle mesure cela est-il important? L'accès aux marchés est important, mais en même temps, il faut rester concurrentiel. Pouvez-vous parler brièvement des aliments pour animaux génétiquement modifiés et de leur incidence sur notre compétitivité?

Mme Andrea Brocklebank: Il s'agit d'un équilibre précaire. Nous avons besoin d'un accès aux marchés. Nous devons absolument continuer à les cultiver, mais en nous fondant sur des données scientifiques. Le fait de changer fondamentalement nos pratiques de production et de ne pas avoir accès à ces technologies peut nuire gravement à notre industrie. Je reviens au fait que nous sommes une industrie nord-américaine. Si nous négocions quelque

chose qui signifie que nous ne pouvons pas utiliser de maïs génétiquement modifié dans la nourriture que nous donnons à nos animaux, ceux-ci vont se retrouver au sud de la frontière. Si les États-Unis offrent un accord commercial plus avantageux, ils iront chez eux, mais pas en tant que marque canadienne.

Je pense que c'est une chose dont nous sommes toujours conscients. Premièrement, nous devons nous assurer de négocier les choses en fonction de données scientifiques solides. Il se pourrait que cela prenne plus de temps, mais nous espérons que cette façon de faire dominera.

Voilà pourquoi il est si important pour nous de présenter des données scientifiques solides alors que nous entamons des discussions avec l'UE. Il est primordial de montrer les résultats relatifs au transport des animaux que nous avons obtenus grâce à la recherche afin de répondre à certaines de leurs questions sur le bien-être des animaux concernant les distances qu'ils parcourent. Il est bien préférable de disposer des données scientifiques à l'appui de ces questions avant d'entamer une discussion que d'essayer de défendre des pratiques de production quand vous exportez ou quand vous êtes sur le point de conclure un accord.

M. Francis Drouin: Je tiens à vous féliciter pour votre programme de soins des animaux. C'est important. Les Canadiens vivant en milieu urbain s'en inquiètent, mais il est important de leur dire que la façon dont nous traitons les animaux a changé et que le secteur actuel est très innovateur.

En ce qui concerne les cornes — le changement pour les agriculteurs, mais aussi pour les animaux — c'est une bonne chose de ne plus avoir à couper les cornes des animaux.

Je veux m'assurer de vous avoir bien compris. Dans vos remarques liminaires, vous avez dit que même si les boeufs consomment des aliments génétiquement modifiés, leur viande n'en contient aucune trace. Est-ce exact?

Mme Andrea Brocklebank: Oui.

M. Francis Drouin: Alors quand ma mère me dit que je suis ce que je mange, elle a tort.

•(1025)

Mme Andrea Brocklebank: Je pense que la première chose qu'il importe de dire ici est que les aliments pour animaux génétiquement modifiés sont sécuritaires. Nous en consommons lorsque nous mangeons du maïs, alors il n'y a pas d'effets néfastes. Bien sûr, pour composer avec certaines préoccupations du public, nous inspectons la viande pour voir si elle contient des résidus et si nous pouvons noter des différences mesurables. Elle ne contient pas de résidus. « Résidus » est un terme négatif, car il est souvent lié à des choses comme les agents antimicrobiens. Le fait est que nous avons examiné un milliard d'animaux et que leur viande est pareille, que l'animal ait mangé des aliments génétiquement modifiés ou non. Je pense que notre industrie est très bien placée pour se pencher sur la question. Dans l'Ouest canadien, nous donnons aux animaux de l'orge, non génétiquement modifié, alors que dans d'autres secteurs, il s'agit de maïs. Le boeuf reste le même.

M. Francis Drouin: Comment le Canada peut-il s'assurer que nos partenaires internationaux soient informés? Je crains que certains pays ne nous bloquent en se fondant sur des données scientifiques glanées sur Facebook ou sur Google.

Comment pensez-vous que le Canada puisse améliorer ce processus éducatif à l'internationale?

Mme Andrea Brocklebank: Je pense qu'il doit combiner un certain nombre de choses.

Je pense qu'il doit avoir des données scientifiques solides à présenter à nos négociateurs pour veiller à ce qu'ils en soient bien conscients et qu'ils en fassent part aux pays concernés. Nous avons aussi constaté qu'il faut que nos producteurs de boeuf soient actifs dans les pays où nous voulons exporter et qu'ils apprennent à connaître leur industrie et leurs systèmes pour offrir certaines assurances car, honnêtement, il arrive que ce soit utile que l'information vienne des producteurs mêmes.

Les producteurs — dont bon nombre se trouvent derrière moi — donnent les mêmes produits à leurs enfants. Je les donne aux miens. Je pense qu'il est bon d'encourager ces discussions pour pouvoir donner un visage aux gens. Il n'est pas ici question de fermes industrielles, mais bien de fermes familiales. Il s'agit, dans bien des cas, de grandes fermes, mais ces gens produisent un produit sécuritaire de qualité élevée.

Je pense que c'est une combinaison. Il vous faut les données scientifiques et le marketing, mais il y a le côté défense des intérêts que, selon moi, notre industrie comprend de plus en plus, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale. Nous devons donner un visage à notre produit et nous assurer que les gens y sont favorables.

Le vice-président (M. Bev Shipley): Merci beaucoup.

Il vous reste une dizaine de secondes, mais je sais que cela n'est pas assez.

Nous allons maintenant passer à la deuxième série de questions. La parole est à M. Gourde pour six minutes.

[Français]

M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Merci, monsieur le président.

J'ai un très grand respect pour les producteurs de boeuf de l'Ouest. Dans mon ancienne vie, avant d'être député au Parlement, j'étais producteur de boeuf. J'ai vu l'évolution et tous les efforts faits à ce sujet par les associations de l'Ouest. On citait beaucoup en exemple la question de la génétique. Beaucoup de mes amis producteurs ont acheté des vaches en provenance de l'Ouest canadien pour améliorer leurs troupeaux. Les biotechnologies au niveau de l'alimentation ont fait en sorte que les aliments sont plus digestibles aujourd'hui.

Il y a une vingtaine d'année, soit il y a 20 ou 25 ans, quand un animal faisait 2 à 2,2 livres par jour, on trouvait que c'était un bon rendement. J'ai encore beaucoup d'amis qui ont des parcs d'engraissement au Québec et, aujourd'hui, on parle de quatre livres par jour. Je pense que nous n'avons pas assez mis l'accent sur l'avancée de ces biotechnologies, sur la qualité de l'animal, la qualité de la viande et aussi le temps qui est sauvé à cet égard. Nous n'allons pas nous cacher pour dire que l'industrie du boeuf nord-américaine est très compétitive et que, sans ces avancées, je pense que le Canada aurait de gros problèmes.

Par ailleurs, il y a trois semaines, j'ai entendu une nouvelle négative. Une émission de langue française, soit RDI économie, rapportait qu'il y avait des groupes d'intérêts qui faisaient pression et qui souhaitaient qu'on impose une taxe de 0,45 \$ le kilo sur le boeuf canadien parce que les gens trouvent qu'il y a trop de boeuf au Canada. Ils veulent avoir moins de boeuf parce qu'ils considèrent qu'au niveau environnemental, nous produisons trop de boeuf. J'ai été scandalisé par cette nouvelle. RDI économie posait la question à M. Marcel Groleau, qui est le président de l'Union des producteurs agricoles du Québec. Il était lui aussi scandalisé par ces propos. Ce genre de taxes serait une bombe dans l'industrie canadienne.

Est-ce que vous avez entendu de tels propos dans l'Ouest du pays? RDI économie est une émission de Radio-Canada, il n'y a pas de

fumée sans feu. Si les médias commencent déjà à en parler, c'est parce qu'il y a des gens qui exercent des pressions à ce sujet. Est-ce que cela vous inquiète?

[Traduction]

Mme Andrea Brocklebank: Nous avons vu diverses propositions. Je ne peux pas parler précisément de celle-là, mais nous en avons déjà entendu parler. Je pense que c'est la raison pour laquelle l'industrie a fait des investissements beaucoup plus importants pour montrer comment nous avons réussi à réduire notre empreinte écologique. Nous avons été en mesure de réduire, entre autres, notre consommation d'eau et notre production de fumier.

Par contre, l'autre démarche qui est, selon moi, importante pour notre industrie, et quelque chose que nous n'avons jamais fait, est de mesurer nos contributions à l'environnement. Nous donnons souvent l'impression de causer du tort à l'environnement. Un animal passe les 80 % de sa vie à être nourri à l'herbe et au fourrage. Ce qu'il y a de vraiment important ici est qu'il convertit l'herbe en protéine, chose que les autres protéines sont incapables de faire.

Si vous venez de ma région de l'Alberta, vous saurez qu'il nous est impossible de cultiver des céréales. Nous faisons pousser de l'herbe. Lorsque nous le faisons, nous la convertissons en protéine de qualité élevée, ce qui contribue à la biodiversité, à la séquestration du carbone et à ce genre de choses.

C'est là que nous devons modifier le discours. Bien des gens ignorent que sans la production bovine, on labourera ces terres et on finira par y faire pousser des cultures, ce qui ne profitera à personne sur la planète.

En outre, je pense que nous essayons de mettre les choses en perspective. Je crois que la contribution du Canada aux gaz à effet de serre mondiaux se situe à 2 %. La contribution de l'industrie bovine à la production de ces gaz est de 2 %. Des articles ont été publiés concernant la production de méthane, les éructations des vaches et la mesure dans laquelle elles sont horribles. Il est ici question de 2 % de 2 % à l'échelle mondiale. Lorsque nous plaçons ces choses en perspective par rapport aux avantages que nous offrons, par exemple, à la faune et à l'habitat, nous devons mieux les mesurer pour arriver à en faire la preuve à l'avenir.

Je vais être honnête: c'est quelque chose que l'industrie n'a pas nécessairement fait. On s'est beaucoup attaché à améliorer la productivité et tout cela, mais pas à montrer que nous contribuons à la réduction des conséquences environnementales, notamment une réduction de la consommation d'eau.

• (1030)

[Français]

M. Jacques Gourde: L'image de marque du boeuf canadien est reconnue mondialement. On utilise souvent des photos de troupeaux canadiens quand on veut parler du Canada ici et à l'étranger.

Quelle est la vision d'avenir de votre association et les défis les plus importants qu'elle devra relever au cours des cinq, dix ou vingt prochaines années avec les nouvelles biotechnologies et la génomique? À l'avenir, quels seront les défis pour les producteurs de boeuf canadien dans le contexte d'un marché mondial?

[Traduction]

Mme Andrea Brocklebank: Je pense que, en ce qui concerne la modification génétique, le défi sera de veiller à ce que les approbations de produits se fassent en temps opportun, qu'elles soient fondées sur des données scientifiques et qu'elles n'entravent pas l'utilisation de ces technologies.

Chaque fois que nous mettons au point une nouvelle technologie, si l'industrie est incapable de l'utiliser pour atteindre ces résultats, nous avons perdu, surtout si d'autres pays exportateurs peuvent les utiliser. C'est une distinction importante. Si les technologies ou les produits de santé animale sont approuvés dans un marché, mais pas dans un autre, cela nous pose problème.

Je pense qu'à cet égard, c'est notre plus grand défi, mais nous devons aussi garder l'avance que nous avons dans la mise au point de ces innovations afin de continuer à aider notre industrie à l'avenir. À ce stade, nous fonctionnons sur une base de recouvrement des coûts.

M. Bryan Thiessen: J'aimerais simplement ajouter que je crois que la population mondiale ne cesse de croître. À l'avenir, nous devrons avoir recours à des technologies pour la nourrir. Je pense que nous devrons informer le consommateur des avantages de ces technologies pour qu'il cesse d'en avoir peur.

Le vice-président (M. Bev Shipley): Nous allons terminer avec cela.

Monsieur Breton, vous avez six minutes.

[Français]

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leurs discours éclairants à ce sujet. Je les remercie également d'être avec nous aujourd'hui.

Je dois avouer que vous m'influencez de plus en plus quant à l'utilisation des OGM pour ce qui est du boeuf. Il reste tout de même — et j'aimerais avoir votre opinion à cet égard — que certaines études, comme celle intitulée *Quality of Life*, qui a été menée par la Entransfood, énoncent quelques effets néfastes des OGM sur nos aliments. On parle des risques de toxicité, de la résistance aux antibiotiques, des effets allergisants ainsi que des impacts sur notre écosystème et sur l'environnement.

Madame Brocklebank, je voudrais vous entendre sur ces éléments qui émanent de différentes études.

[Traduction]

Mme Andrea Brocklebank: Je ne connais pas l'étude particulière dont vous avez parlé, l'étude intitulée *Quality of Life*. Cependant, je pense qu'en ce qui concerne les conséquences négatives des OGM, l'industrie a beaucoup investi dans la recherche scientifique, de concert avec le gouvernement et les universités, et nous constatons une amélioration sur le plan de la santé animale.

Notre industrie a accompli beaucoup de travail en ce qui touche la résistance aux antimicrobiens, et nous ne la voyons pas augmenter à bien des égards. Nous la surveillons de près dans les catégories de risque pour le bétail qui nous préoccupent.

Le fait que nous utilisons des aliments pour animaux génétiquement modifiés depuis très longtemps sans observer de conséquences négatives montre, je pense, comment l'industrie se porte. Il est clair que nous avons besoin d'effectuer un suivi constant, surtout en ce qui concerne l'insertion génétique entre les espèces. C'est un point sur lequel vous devez faire preuve de beaucoup de rigueur lorsqu'il est question d'approbation de produits. Nous sommes d'accord puisque notre industrie a besoin d'être viable à long terme.

Nombre des producteurs derrière moi produisent non seulement du boeuf, mais aussi des céréales. On se préoccupe des changements susceptibles d'influer sur le biosystème, mais je pense qu'en règle générale, comme un de nos scientifiques me l'a expliqué, on ne voit pas l'ADN flotter dans l'air et faire de la pollinisation croisée entre les espèces. Voilà pourquoi, dans la nature, on ne voit pas de variétés

de luzerne améliorées parce qu'il y a eu pollinisation croisée avec d'autres espèces. Il faut beaucoup de temps pour cela.

Nous avons besoin de processus d'approbation rigoureux, mais à ce stade, nous ne voyons pas ces conséquences négatives. Les travaux de recherche que nous avons menés n'ont pas montré que la consommation d'aliments génétiquement modifiés avait une incidence négative sur la santé humaine.

Nous examinons la question, mais il est clair que notre industrie ne s'y attache pas principalement, car notre produit en tant que tel n'est pas nécessairement génétiquement modifié de façon directe. La surveillance est fondamentalement importante, mais nous avons aussi besoin de nous assurer que nous examinons les résultats et que nous avons vraiment foi en eux.

● (1035)

[Français]

M. Pierre Breton: Je vous remercie de votre réponse pertinente à ce sujet.

Je vais partager le reste du temps qui m'est alloué avec M. Longfield.

[Traduction]

M. Lloyd Longfield: Merci.

J'avais une question à vous poser, mais j'ai manqué de temps.

À Guelph, je suis passé devant un A&W le week-end dernier et j'ai vu une grande affiche sur laquelle il était écrit « aucun OGM ». Je hoche toujours la tête. Est-ce que cela signifie qu'il est préférable d'avoir des antibiotiques, des médicaments et des produits chimiques dans votre viande que des OGM? Cette distinction entre la génétique et les OGM est quelque chose que... Je me demande quelle résistance notre industrie ou notre pays pourrait exercer pour répondre aux changements climatiques en accroissant la production de céréales et de fourrage par le truchement de la génétique, et aux effets vraiment néfastes des produits chimiques dans la nourriture. La mention « aucun OGM » a-t-elle un équivalent pour ce qui est des produits chimiques?

Mme Andrea Brocklebank: Je pense que ce qu'il y a d'intéressant — et je vais laisser Bryan en parler un peu — c'est que lorsque vous prenez le maïs génétiquement modifié ou certains autres produits, dans bien des cas, vous avez à utiliser bien moins de pesticides et d'herbicides sur ces cultures. Dans les faits, vous améliorez le produit final et ce qui se passe car, en fonction de l'espèce, ils résistent mieux aux maladies.

Je vais être honnête: malheureusement, le marketing est ce qu'il est. Il n'est pas fondé sur des faits et il a une incidence très négative sur des industries comme la nôtre. Nous devons travailler de façon plus proactive avec ces utilisateurs, comme nous l'avons fait avec McDonald's et d'autres, qui demandent comment nous pouvons collaborer. Il n'est pas fondé sur des faits à ce stade. Je dirais que, en fait de modification génétique, on observe des résultats positifs dans des cas comme celui où on finit par réduire l'utilisation de pesticides et d'herbicides.

M. Bryan Thiessen: Je pense que l'envers de la médaille est que nous devons nous fier aux études scientifiques qui montrent que les produits chimiques ont été éliminés de ces plantes. Du moment que les utilisateurs suivent les dates d'effet fournies par les fabricants de produits chimiques, qui sont déterminées par la recherche, les plantes auront éliminé les produits chimiques. Je n'emploie probablement pas la bonne terminologie, mais chez les animaux, ils auraient été métabolisés à ce stade. Nous devons faire confiance à ces travaux de recherche. Nous devons avoir foi en ces données scientifiques.

M. Lloyd Longfield: Ces données scientifiques suscitent de meilleures réactions à l'empreinte carbone et aux changements climatiques, aux saisons de culture changeantes et aux nouveaux produits antiparasitaires sur le marché.

Le vice-président (M. Bev Shipley): Merci, monsieur Longfield.

Nous arrivons maintenant à la fin de notre deuxième et dernière série de questions, alors M. Anderson sera probablement le dernier intervenant.

M. David Anderson: Merci, monsieur le président.

Je ne veux pas voler de temps aux témoins, mais je veux lire un avis de motion que nous présenterons à une date ultérieure.

Il y est écrit:

Que, conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire mène une étude prébudgétaire sur les préoccupations entourant les dettes dans le secteur de l'agriculture et les effets de celles-ci sur:

- 1) les jeunes agriculteurs et le transfert des exploitations agricoles d'une génération à l'autre;
- 2) les exploitations agricoles en démarrage depuis 10 ans ou moins;
- 3) la capacité d'agrandir les exploitations agricoles.

Que les représentants du ministère assistent à au moins une réunion; que l'étude se déroule sur au moins quatre réunions que le Comité tiendra dès que possible afin de faire rapport à la Chambre de ses conclusions et de ses recommandations avant l'ajournement du Parlement pour le congé de Noël, le 16 décembre 2016.

Nous la présenterons à une date ultérieure.

Il me reste deux ou trois questions pour les témoins.

Nous avons géré, pendant très longtemps, un projet de traçabilité dans l'industrie du boeuf qui a beaucoup frustré les producteurs. Je ne sais pas s'il serait possible de l'empirer.

Je me demande simplement si vous pouvez parler un peu de la traçabilité et de la mise au point de ces nouvelles technologies, ainsi que de l'importance d'un bon système qui ne nous place pas en situation de désavantage par rapport aux autres producteurs.

• (1040)

Mme Andrea Brocklebank: La traçabilité est encore moins mon dossier, et je sais qu'il y a quelques personnes derrière moi qui meurent d'envie d'en parler. Je pense que le point le plus important dans nos efforts pour assurer la traçabilité est de faire en sorte que notre marché reste concurrentiel.

La façon dont le bétail est commercialisé ne changera pas beaucoup à l'avenir, et il y a une bonne raison pour cela. Nous faisons appel à des systèmes d'enchères pour concentrer la production de vaches et de veaux dans des parcs d'engraissement et ces types d'endroits, et l'industrie est fondamentalement favorable à ce que l'on rehausse la traçabilité, mais dans les limites permises par la technologie. La principale raison en est que si nous imposons des coûts supplémentaires à nos producteurs pour analyser les animaux afin de s'assurer qu'ils sont là, dans certains cas, si la technologie est incapable de fonctionner à la vitesse du commerce,

on imposera des coûts supplémentaires qui ne sont pas imposés aux États-Unis, si bien que les animaux seront exportés.

Ce n'est pas seulement une question de disposer de la technologie; s'il faut faire passer des animaux dans une chute à maintes reprises, surtout ceux qui sont sur l'herbe et qui se déplacent, cela a une incidence énorme, pas seulement côté stress pour les animaux, mais aussi côté coûts, réduction et ces types de choses. Notre approche à l'égard de la traçabilité est de nous assurer qu'elle peut être faite à la vitesse du commerce et qu'on peut se procurer la technologie avant d'essayer de mettre en oeuvre des choses qui ne peuvent être faites avec succès ou crédibilité.

M. Bryan Thiessen: J'aimerais ajouter quelque chose brièvement.

J'aimerais donner un exemple de fardeau réglementaire, et j'aimerais que le monsieur en arrière en parle. À titre d'exemple, nous avons une étiquette de l'ACIB dont on a prouvé qu'elle était plus utile et mieux appuyée, mais un des problèmes avec ces étiquettes est qu'elles tombent assez facilement des animaux. Il existe une meilleure étiquette, mais pour pouvoir s'en servir, le fabricant doit retirer son étiquette actuelle du système pendant un an pour prouver que l'autre fonctionne mieux. Il n'est pas prêt à le faire parce qu'il pourrait perdre sa part du marché, ce que je comprends parfaitement. Il y a un problème de réglementation ici s'il nous est impossible d'utiliser un meilleur produit et de le mettre en oeuvre rapidement dans notre système.

M. David Anderson: D'accord. Alors, encore une fois, la clé de notre réussite future est la notion voulant que les processus d'approbation soient entrepris rapidement et qu'ils ne peuvent nous rendre non concurrentiels face aux autres pays.

M. Bryan Thiessen: Ils ne peuvent pas perturber le commerce, et certaines des questions mises de l'avant en ce moment influeraient considérablement sur le commerce du bétail.

M. David Anderson: Pouvons-nous revenir à une chose que vous avez mentionnée au tout début? Vous avez parlé de certaines incidences des OGM sur le rejet d'organe. Peut-être que cette question vous tient plus à coeur et correspond plus à vos travaux, mais pouvez-vous en parler brièvement? De quoi s'agit-il et comment cela fonctionne-t-il? Avez-vous des détails à ce sujet?

Mme Andrea Brocklebank: En gros, du bétail génétiquement modifié a été créé pour produire des anticorps en vue de contribuer au traitement de la polyarthrite rhumatoïde, du cancer et du rejet d'organe dans la médecine humaine en retirant ces anticorps du bétail et en les utilisant, grosso modo, pour aider. On utilise depuis de nombreuses années sur les humains des anticorps provenant du bétail, et ce n'est qu'un seul exemple. Je pense que nous avons essayé de montrer que la modification génétique a énormément de potentiel, notamment pour la salubrité des aliments et la santé humaine. La personne moyenne ne comprend pas que ces technologies ont énormément de potentiel, et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

M. David Anderson: Avez-vous d'autres exemples d'utilisations potentielles dans le même domaine?

Mme Andrea Brocklebank: Je pense que la chose la plus importante — et je vais m'attacher davantage à la santé animale — est d'avoir des panels pour faire l'essai de choses comme la maladie respiratoire bovine, qui est le principal problème de santé animale dans les parcs d'engraissement. Auparavant, les essais prenaient beaucoup de temps et ne permettaient de tester, par exemple, qu'un seul type de parasite ou de bactérie. Maintenant, les panels que l'on met au point grâce à la biotechnique peuvent en mettre cinq ou six à l'essai. Cela offre un avantage de taille, car cela réduit le temps de mise à l'essai et isole mieux la cause, si bien qu'il est possible de mettre au point de nouveaux vaccins plus rapidement. En gros, si nous arrivons à mettre au point des vaccins dans ces conditions, nous pouvons aussi réduire l'utilisation d'antimicrobiens dans ces domaines.

●(1045)

Le vice-président (M. Bev Shipley): Merci beaucoup, monsieur Anderson.

Je tiens à remercier nos témoins d'avoir pris tout le temps qui leur était alloué pour nous faire d'excellentes présentations et nous donner d'excellentes réponses. Je tiens à remercier aussi mes collègues d'avoir posé de très bonnes questions qui nous aideront au cours de la présente étude.

Nous nous réjouissons à la perspective d'accueillir jeudi des représentants du ministère.

Merci. La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>